



## LIVRES

Presses Universitaires de France | « Actuel Marx »

2022/2 n° 72 | pages 191 à 206

ISSN 0994-4524

ISBN 9782130834489

DOI 10.3917/amx.072.0191

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2022-2-page-191.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# LIVReS

## PHILOSOPHIE

Antonio GRAMSCI,

*Cahiers de prison. Anthologie*, Paris, Gallimard, 2021, 800 pages (édition de Jean-Yves Frétygné).

En introduction de la biographie de Gramsci qu'il a signée en 2017, Jean-Yves Frétygné soulignait qu'il y avait trois manières d'aborder le continent Gramsci : en s'intéressant à sa vie, à sa pensée, enfin à la réception postérieure de celle-ci. En s'attelant ici à ce second aspect, l'auteur poursuit, avec cette anthologie des *Cahiers de prison*, son entreprise de contextualisation de la vie et de la pensée d'Antonio Gramsci. La préface est, à ce titre, fort instructive. Outre un rappel de quelques faits biographiques essentiels, cette préface fait la lumière sur le lien réciproque qui unit le communiste italien et la France. Est d'abord rappelé l'élargissement progressif de l'horizon de Gramsci depuis la Sardaigne « qui le façonne » (p. 24) jusqu'à l'internationalisme bolchevique qui, une fois pris en main par Staline, le déçoit au point d'envisager, une fois libéré, un retour dans sa « coquille sarde » (p. 33). Quant à la place de la France dans la pensée gramscienne, Frétygné souligne que si ce pays lui sert de « point de référence » (p. 13) incontournable dans ses réflexions sur l'histoire et la culture italiennes, la réception de Gramsci y fut incertaine. En effet, le « décalage » (p. 15) entre les premières vagues de l'intérêt français pour Gramsci (de 1945 à 1989) et l'édition de la traduction intégrale des *Cahiers*, achevée en 1996, explique que leur réception ait été – et reste parfois – « problématique » (p. 11). Dans sa préface où il en décrit les grandes tendances, Frétygné souligne que les *Cahiers* ont été d'autant moins lus en France que leur contenu avait déjà été interprété par des lecteurs qui y avaient trouvé des éléments stimulant leur propre production théorique. Parmi les nombreuses références citées, nous nous bornerons à rapporter le rôle capital de Louis Althusser qui trouva par exemple dans le § 1 du *C12* une source de réflexion décisive. À partir de ces notes de Gramsci portant entre autres sur « l'appareil de coercition de l'État », Althusser formula en effet la célèbre distinction entre appareil d'État et appareil idéologique d'État qu'une note opportune de l'éditeur (p. 385) vient par ailleurs éclairer. Maria-Antonietta Macciocchi compte également parmi ceux qui ont proposé une lecture située de Gramsci dont l'empreinte demeure encore perceptible en certaines occasions. Cette influence s'explique par le fait que son *Pour Gramsci* circula bien plus que les *Cahiers* eux-mêmes, y compris l'anthologie controversée réalisée sous l'égide de Togliatti (p. 36). L'herméneutique qu'elle proposa a ainsi orienté avec force nombre des lectures de Gramsci dans la France des années 1968, élevant le penseur italien en précurseur de Mao, dont la révolution culturelle serait le seul mouvement en mesure de « créer une force culturelle de masse » (p. 16). Autant de lectures contradictoires, tributaires de conjonctures théorico-politiques presque exclusivement françaises, qui éloignèrent le lecteur

francophone des *Cahiers*. Un des effets de cette réception paradoxale a été de détacher la pensée gramscienne du « terreau italien des années 1910 aux années 1930, dont elle se nourrit pourtant beaucoup et sur lequel elle se développe » (p. 15) afin d'y agir politiquement.

Par sa nature, l'anthologie contraint à des choix qui, malgré le caractère copieux du volume, pourraient laisser le lecteur insatisfait. Celui-ci peut néanmoins trouver dans la riche bibliographie jointe en annexe des pistes pour poursuivre l'exploration de la pensée gramscienne. Pour autant, l'éditeur du volume justifie cette sélection nécessaire par une volonté de constituer non pas un recueil de « pépites » (p. 38) mais un véritable échantillon des *Cahiers* qui a le mérite de familiariser le lecteur avec l'écriture de Gramsci ainsi qu'avec l'organisation labyrinthique des manuscrits. Cette logique éditoriale explique que l'anthologie contienne autant la réflexion essentielle sur le couple structure/superstructures qui, unies, forment un « bloc historique » indispensable au « renversement de la *praxis* » (C8, § 182, p. 236-238), que des passages où Gramsci évoque une « vie impossible » en prison (C3, § 32, p. 80) ou encore l'étude du chant X de *L'Enfer* de Dante (p. 110-111), un des exemples les plus éloquents de l'écriture ésope de Gramsci.

Gramsci apparaît donc bien ici comme un « classique pour notre temps » (p. 38) qui, suivant le sens qu'Italo Calvino donnait à ce terme, n'a « jamais fini de dire ce qu'il a à dire ». Écartant Gramsci de ses interprètes français successifs – qui ont joué un rôle déterminant sinon exclusif dans sa réception en France –, Frégné s'efforce d'opérer un retour au plus près du message délivré par le communiste critique incarcéré. Cette tâche rend à la pensée gramscienne son « éternelle jeunesse d'interroger le monde » (p. 23). Gramsci nous parle et son message peut être plus audible en opérant un retour au texte original. En replaçant la pensée gramscienne dans son contexte, spécifique et troublé, la présente anthologie peut ainsi aider à mieux la comprendre. Cette entreprise présente l'avantage d'ouvrir Gramsci à un public plus large que celui de ses spécialistes en constituant un outil précieux pour s'orienter dans le corpus gramscien sans en surdéterminer la lecture. Mais cette édition qui « se veut délivrée de toute fascination pour l'idée de révolution » (p. 23) présente cependant le risque d'en neutraliser les potentialités émancipatrices. Razmig Keucheyan nous rappelait pourtant dans son anthologie des *Cahiers* (2014), aux méthodes et buts pourtant différents, que les idées de Gramsci sont toujours placées « sous condition du politique ». La présente édition parvient précisément, grâce à la connaissance fine qu'a l'historien du paysage théorico-politique de l'Italie du début du XX<sup>e</sup> siècle, à les éclaircir et, peut-être, d'ouvrir de nouvelles perspectives de lectures. En définitive, ces deux approches de la vie et de la pensée de Gramsci, sans se contredire, représentent deux méthodes distinctes qui semblent être aussi complémentaires.

Baptiste COLMANT

Jacques BOUVERESSE,

*Les Foudres de Nietzsche. Et l'aveuglement des disciples*, Marseille, Hors d'atteinte, 2021, 336 pages.

Si *Les Foudres de Nietzsche* se révèle riche en citations posthumes – Jacques Bouveresse fait le choix original mais problématique de s'appuyer presque exclusivement sur des notes non-publiées du vivant de Nietzsche – et en hypothèses théoriques fondées sur ces fragments, la quatrième de couverture – qui reprend des propos contenus dans l'ouvrage (pp. 106-107) – nous informe sur la véritable ambition de l'auteur dans cet ouvrage publié à titre posthume (Bouveresse est décédé le 9 mai 2021) :

« Étant donné l'hostilité ouverte, constante, déterminée, et même violente que Nietzsche a manifesté contre la démocratie, le socialisme, le progrès social, l'égalité – y compris, soit dit en passant, l'égalité entre les hommes et les femmes –, il n'y aurait jamais dû, semble-t-il, y avoir un Nietzsche de gauche. Et pourtant il y en a bel et bien eu un, et c'est même celui-là qui a occupé dans la période récente le devant de la scène et est devenu plus ou moins le Nietzsche officiel. Il n'en demeure pas moins qu'entre ceux qui ont cherché à faire de lui un penseur nazi et ceux qui ont considéré comme allant au contraire à peu près de soi qu'il était un penseur de gauche, on se demande réellement à qui il faut décerner la palme dans l'art de ne pas lire un auteur. »

En plus d'être une étude critique de Nietzsche, le travail a donc une dimension polémique. Au cours des 50 premières pages, Bouveresse poursuit sur la question de la vérité un de ses précédents ouvrages (*Nietzsche contre Foucault : sur la vérité, la connaissance et le pouvoir*, 2016). En effet, Michel Foucault est abordé dans les trois premiers chapitres, avant que Bouveresse ne poursuive ensuite sa critique de Foucault exclusivement *via* l'étude de Nietzsche dans les chapitres 4 et 5. L'ultime chapitre (14) reviendra une dernière fois sur le thème de la vérité chez Nietzsche et Foucault. Il nous semble possible de résumer la thèse principale de Bouveresse sur ces thèmes – dans *Nietzsche contre Foucault* comme dans les chapitres des *Foudres de Nietzsche* – de la façon suivante : Foucault a critiqué la notion même de vérité en en faisant un objet intimement lié au pouvoir, objet face auquel une attitude de méfiance voire d'hostilité s'impose ; tandis que Nietzsche, bien que critiquant toute conception métaphysique de la vérité, a considéré la recherche de vérité par la connaissance comme un but extrêmement noble et source de gaieté d'esprit.

À partir du chapitre 6 Bouveresse étend l'offensive à Gilles Deleuze, en la portant sur un autre domaine, celui de la politique. Bouveresse étudie des écrits de Nietzsche comportant une dimension politique et démontre avec rigueur que Nietzsche, loin d'être un penseur apolitique usant de métaphores comme le prétendent certains, est profondément *réactionnaire* (p. 235). On peut trouver regrettable qu'en-dehors de quelques considérations autour de la volonté de puissance (pp. 240-249), Bouveresse ne cherche pas davantage à distinguer ce qui tient du politique dans la pensée de Nietzsche et ce qui relève de son activité de chercheur.

Si dans la première partie de l'ouvrage Bouveresse s'appuyait sur assez peu d'études nietzschéennes, à partir du chapitre 6 les travaux sur Nietzsche du marxiste italien Domenico Losurdo sont largement utilisés, tout particulièrement sa monumentale étude biographique de mille pages, généralement méprisée par les nietzschologues (*Nietzsche. le rebelle aristocratique: Biographie intellectuelle et bilan critique*, Paris, Éditions Delga, 2016). Dans celle-ci, Losurdo analyse la pensée de Nietzsche en étudiant de façon développée des auteurs réactionnaires qui l'ont influencé à l'époque et plus généralement le climat idéologique politique dans lequel baignait Nietzsche – donc bien au-delà des caricatures souvent dressées contre les marxistes, supposés interpréter la superstructure de manière mécanique à partir de l'infrastructure matérielle et économique.

Tandis que le chapitre 8 se concentre sur la critique de Foucault, le chapitre 9 reprend des analyses de Losurdo et établit un parallèle entre la critique du pouvoir et de la vérité scientifique de « Foucault et des nietzschéens post-modernes » (p. 149) et celle de la rationalité par les nazis (Baümeler et Böhm), ainsi que par Heidegger et ses « héritiers et disciples » (p. 148). Dans les deux cas, la lecture de Nietzsche sur ces questions apparaît superficielle à Bouveresse. Mais il va plus loin, considérant qu'« il y a indiscutablement, dans l'antidémocratie radical de Nietzsche, une chose qui est susceptible de le rendre non seulement acceptable, mais également attrayant, pour une partie de la gauche. Je veux parler du fait que dans le système de la démocratie, les conflits sont supposés pouvoir être résolus généralement de façon pacifique par la négociation et le compromis » (p. 164-165). On pourrait aisément rétorquer à Bouveresse que cette « partie de la gauche » considère la démocratie comme un système profondément conflictuel où les oppositions peuvent s'exprimer librement.

Les chapitres 10 et 12 se veulent une leçon d'interprétation nietzschéenne professée à Deleuze (p. 199), des ouï-dire servant – à défaut de propos vérifiables – de point de départ à une mise en accusation de Deleuze sur le rapport positif à Rousseau qu'il prêterait de manière grossièrement erronée à Nietzsche (p. 173). Mais bien au-delà, le malentendu décisif réside dans le fait que, pas plus Deleuze que Foucault n'ont cherché à faire de Nietzsche un penseur de gauche. Ils ont seulement, chacun à leur manière et tout en étant des intellectuels de gauche, tenter de faire vivre la « boîte à outils » nietzschéenne.

Pierre GIRIER

## MARXISMES

**Abram LÉON,**

*La question juive. Une interprétation marxiste*, New York, Pathfinder Press, 2021, 359 pages.

Les éditions Pathfinder livrent ici au lectorat francophone une nouvelle édition de l'étude consacrée par Abram Léon à ce qu'il est convenu d'appeler la « question juive », épineuse question à laquelle le « marxisme », dans ses multiples expressions, tenta d'apporter des réponses à partir d'une analyse scientifique de ses soubassements matériels. Né en 1918 à Varsovie, de parents juifs polonais ayant décidé d'immigrer définitivement à Bruxelles en 1928 (après une installation en Palestine écourtée au bout d'un an), la vie d'A. Léon a été en prise directe avec cette fameuse question juive à laquelle il a tâché d'apporter des réponses historiques et politiques. Familier du sionisme petit-bourgeois classique, il s'intègre rapidement, à Bruxelles, au mouvement de jeunesse socialiste sioniste, Hashomer Hatzair. Devenu résolument trotskyste à la suite des grands procès de Moscou, il s'attache au sionisme comme au léninisme et s'interroge sur la possibilité d'envisager une base commune entre la lutte nationale juive et le socialisme internationaliste. Alors que la menace nazie se fait de plus en plus pressante, il travaille à ses « Thèses sur la question juive » et surmonte ses contradictions internes en dénonçant le sionisme « en tant que frein à l'activité révolutionnaire des travailleurs juifs dans le monde » (p. 315). Rompant avec l'Hashomer Hatzair, A. Léon milite au sein de la Quatrième Internationale et contribue à créer, aux lendemains de l'annonce de l'assassinat de Trotsky, une organisation trotskyste clandestine en Belgique occupée. C'est en parallèle de cette intense activité militante qu'il poursuit ses recherches sur la question juive jusqu'à son arrestation à Charleroi par la Feldgendarmérie allemande en juin 1944. Torturé par la Gestapo, il est finalement interné à Auschwitz, où il fut tué en octobre 1944.

Ses écrits sur la question juive, rédigés en français, furent rassemblés et édités pour la première fois à Paris en 1946 sous le titre *Conception matérialiste de la question juive*<sup>1</sup>. L'orientation matérialiste de cette étude est clairement explicitée dès le premier chapitre qui précise « les bases d'une étude scientifique de l'histoire juive ». S'inscrivant dans les pas du jeune Marx, A. Léon entend remettre la question juive sur ses pieds, en réfutant les interprétations idéalistes du maintien multiséculaire du judaïsme. Ce « miracle juif » doit selon lui être déconstruit par une relecture de l'histoire juive, appréhendée à travers l'étude de la fonction historique du judaïsme, ce qui implique d'envisager les Juifs non comme un groupe religieux mais comme un groupe social ayant une fonction économique et sociale déterminée. La notion de « peuple-classe » mobilisée par

1. Léon Abraham, *Conception matérialiste de la question juive*, Préface et postface d'E. Germain [pseudo. d'Ernest Mandel], Paris, Éditions « Pionniers », 1946.

A. Léon permet alors de caractériser la situation particulière des Juifs tout au long de l'histoire, des sociétés pré-capitalistes jusqu'au pourrissement du capitalisme au XX<sup>e</sup> siècle. Dans le sillage des réflexions de Kautsky sur l'identification possible de la classe et de la race (ou de la nation) dans certaines conjonctures historiques (*Rasse und Judentum*, 1921), il caractérise la situation du judaïsme par son concept de peuple-classe : c'est parce que les Juifs se sont conservés en tant que classe sociale qu'ils ont aussi gardé certaines de leurs particularités religieuses, ethniques et linguistiques. L'évolution de la situation des Juifs et de leurs différentes phases de migration dépend ainsi de l'évolution de leur position économique et sociale au sein de sociétés gagnées progressivement, mais à des rythmes différents, par la modernité capitaliste.

Au fil des chapitres, A. Léon met en lumière la progressive déchéance de ce peuple-classe, corrélatrice aux différentes phases de développement du capitalisme moderne. Si celui-ci a, des siècles durant, permis le maintien du particularisme juif dans ses pores et à ses marges ainsi que l'assimilation progressive de populations juives, son extension à l'Europe orientale au XIX<sup>e</sup> siècle et ses convulsions au XX<sup>e</sup> siècle rendent la résolution de la question juive de plus en plus urgente et en même temps de plus en plus difficile. Les contradictions du capitalisme décadent entraînent la nécessaire disparition du judaïsme comme peuple-classe. Face à cette incapacité du capitalisme décadent à « absorber le Juif libéré de son écorce sociale », A. Léon pose alors la question des conditions de possibilité d'une résolution de la question juive en réfutant l'illusion de la solution territoriale prônée par le mouvement sioniste. Régulant ses comptes avec son propre passé, il dénonce le sionisme comme une utopie petite-bourgeoise qui, en niant la nécessité historique de la disparition du judaïsme traditionnel, représente un frein à l'activité révolutionnaire des travailleurs juifs du monde entier, y compris en Palestine. En effet, A. Léon, refusant l'alternative entre assimilation et sionisme, n'envisage le règlement de la question juive que dans la perspective du dépassement du capitalisme, dans le cadre d'une révolution prolétarienne dont les travailleurs juifs doivent être partie prenante, « les intérêts des classes juives [étant] liés étroitement aux intérêts des masses populaires du monde entier » (p. 299). L'exemple de l'URSS, malgré ses limites, lui apparaît ainsi comme une expérience plutôt concluante, même s'il insiste bien sur la nécessité pour le socialisme de donner aux Juifs, comme aux autres peuples, la possibilité de s'assimiler comme celle d'avoir une vie nationale particulière.

Cette étude apparaît en définitive impressionnante par son ampleur et par la lucidité de son auteur dans un contexte pourtant peu propice à la prise de recul historique sur une question des plus brûlantes. L'un des grands mérites d'A. Léon est notamment d'avoir bien saisi l'antisémitisme « moderne » comme un produit des contradictions du capitalisme décadent, et non comme un simple résidu obscurantiste du passé. Toutefois, héritier d'une certaine tendance



à l'économisme, A. Léon réduit essentiellement la spécificité du phénomène juif à une fonction économique (le commerce et l'usure), ce qui le conduit à envisager avec optimisme la résolution de la question juive et la disparition de l'antisémitisme par l'avènement nécessaire du socialisme. D'autre part, si A. Léon accorde plusieurs pages à son analyse du sionisme, on peut regretter qu'il n'ait pas accordé une attention spécifique aux positions défendues par le Bund, luttant pour l'autonomie nationale culturelle autour de la langue yiddish. Cette étude d'A. Léon demeure néanmoins un point de départ important pour saisir la question juive dans son historicité, d'autant plus que cette nouvelle édition possède des vertus pédagogiques, grâce à l'insertion de cartes, d'illustrations et d'un glossaire rendant sa lecture moins ardue.

Pierre-Henri LAGEDAMON

Kohei SAITO (dir.),

*Reexamining Engels's Legacy in the 21<sup>st</sup> Century*, New York, Palgrave Macmillan, 2021, 292 pages.

Cet ouvrage collectif dirigé par Kohei Saito, professeur associé en économie politique à l'Université d'Osaka et spécialiste de la problématique écologique dans l'œuvre de Marx, fait partie des publications importantes consacrées à l'œuvre d'Engels à l'occasion de son bicentenaire. Réunissant des chercheurs issus de trois continents différents, dont un certain nombre participe au travail éditorial de la *Marx-Engels Gesamtausgabe* (MEGA<sup>2</sup>), le livre rassemble une douzaine de contributions regroupées autour de quatre grandes thématiques : les classes sociales, la philosophie, la crise et les marges. L'ambition générale est clairement affichée dans la préface de Kohei Saito et Ryuji Sasaki : il s'agit de réexaminer de façon critique l'héritage d'Engels par-delà l'opposition, jugée stérile, entre un marxisme « traditionnel » prompt à chanter les louanges d'Engels et un marxisme « occidental » tendant à le diaboliser.

On y cherchera en vain une quelconque célébration d'Engels et, si les mérites de son œuvre sont souvent pointés, les auteurs tâchent presque tous de souligner le caractère finalement moins utile, ou en tout cas moins subtile, de son apport comparé à celui de Marx. Pour cette raison même, on peut finalement se demander si l'ouvrage rompt autant qu'il le dit avec la lecture marxiste « occidentale » qu'il prétend pourtant dépasser. Le diagnostic d'ensemble, que l'on retrouve – non sans quelques variations – dans la majeure partie des contributions est au fond le suivant : ce qui a fait le succès d'Engels au sein du mouvement ouvrier, à savoir sa capacité à simplifier le propos de Marx et à proposer une analyse pénétrante des situations concrètes, aurait pour revers une moindre capacité d'abstraction et une vision acritique du processus de modernisation accompagnant le développement de la production capitaliste. Si cette thèse générale peut être jugée discutable, il convient de souligner sans la moindre réserve la grande

qualité de la plupart des chapitres, souvent appuyés sur une analyse philologique très rigoureuse aussi bien que sur les acquis les plus récents de la recherche dans les disciplines scientifiques concernées.

On peut le constater dès la lecture de la première contribution, rédigée par Regina Roth, responsable de l'édition du futur volume I/4 de la MEGA<sup>2</sup> (lequel contiendra notamment *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*), qui s'emploie à confronter les analyses formulées par Engels au milieu des années 1840 avec les travaux d'histoire économique les plus récents portant sur la révolution industrielle en Angleterre. Elle montre ainsi de façon éclairante que si certaines des thèses avancées par Engels mériteraient aujourd'hui d'être nuancées – par exemple au sujet du travail des femmes et des enfants dans les usines, l'analyse globale qu'il propose concernant le lien entre accroissement de la productivité et bas salaires dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle semble confirmée par la recherche contemporaine. Toujours dans le domaine de l'analyse économique, on retiendra la riche contribution de Timm Graßmann, lui aussi collaborateur de la MEGA<sup>2</sup> et auteur d'une récente thèse de doctorat consacrée à la théorie des crises chez Marx. Textes à l'appui, il entend notamment montrer que si les analyses consacrées par Engels dans sa jeunesse à la question des crises ont fortement influencé la réflexion de Marx, les deux auteurs n'auraient en réalité pas partagé exactement la même théorie sur le sujet. En comparant par exemple certaines formules des *Principes du communisme* avec celles du *Manifeste du parti communiste*, on pourrait par exemple retrouver chez Marx une vision moins « mono-causale » que celle d'Engels.

Signalons également la présence dans l'ouvrage d'intéressantes contributions consacrées à la théorie du socialisme développée par Engels. Le chapitre rédigé par Seongjin Jeong, professeur d'économie à l'Université nationale de Gyeongsang, analyse ainsi le rôle joué par le concept d'association dans la réflexion d'Engels sur l'organisation de la société post-capitaliste. L'auteur propose à cette occasion un précieux tableau récapitulatif des quinze occurrences du terme employé dans ce contexte sous la plume d'Engels entre 1843 et 1891. L'une des différences notables entre la vision de l'association post-capitaliste que l'on trouve chez Marx et celle qui est mise en avant par Engels serait à chercher dans le fait que, pour ce dernier, l'association ne renverrait pas tant à la réalité objective d'un mode de production qu'au sujet collectif constitué par le prolétariat. Si le texte de Seongjin Jeong pointe également certaines limites de l'analyse d'Engels, il est sans doute l'un de ceux qui, parmi toutes les contributions contenues dans l'ouvrage, s'attache le plus à montrer la pertinence de ses thèses, en s'efforçant notamment de le rattacher à la tradition du « socialisme par en bas ».

Notons pour finir l'analyse bien documentée développée par Soichiro Sumida, chercheur invité auprès de l'équipe de la MEGA<sup>2</sup> à Berlin, qui consacre des pages très précises aux nuances que l'on peut identifier entre les analyses

d'Engels et celles de Marx au sujet de la question du mouvement de libération national en Irlande. En raison d'appréciations quelque peu divergentes sur le rôle de la paysannerie, Engels aurait ainsi été finalement amené à adopter, dans les années 1880, un jugement plus sévère à l'égard du mouvement *fenian*, contrastant avec la vision qui était celle de Marx deux décennies plus tôt et qui tendait à y percevoir des tendances socialistes.

Jean QUÉTIER

Cheng ENFU,

*China's Economic Dialectic, The Original Aspiration of Reform*, New York, International Publishers, 2019, 430 pages.

Bien que cet ouvrage ne soit pas encore accessible en langue française, il a semblé intéressant d'en signaler dès à présent l'existence. Il vise à rendre compte du développement économique de la Chine, en y associant le débat théorique. Son introduction traite principalement du marxisme et des conceptions de l'auteur à ce propos. Pour Cheng Enfu, le Marxisme (avec un grand « M. ») ne saurait être réduit à celui des chercheurs, que je me permets d'appeler ici « le marxisme individuel » ou « de groupe ». Il ne saurait pas davantage l'être à celui mis en œuvre par le PCC et ses institutions, ce que je vais appeler « le marxisme collectif ». Le Marxisme serait la réunion et la dialectique vivante de ces deux pôles. J'en déduis que les analyses figurant dans ce livre ne sont pas celles de l'officialité mais celles d'un individu, assumant en tant que tel ce qu'il écrit, et faisant part de ses réflexions personnelles.

Le chapitre 1 (105 pages) rend compte du « modèle chinois de développement ». Parler de modèle ne signifie pas que la Chine soit, pour Cheng, un exemple à suivre, mais permet simplement d'en désigner les caractéristiques. Son modèle actuel serait défini par quatre traits : 1) l'existence d'un système diversifié de propriété des entreprises avec une dominante de propriété publique ; 2) une distribution du revenu monétaire, centrée sur le travail ; 3) l'existence d'un marché des biens et des services, lui aussi diversifié et placé sous la conduite de l'État ; 4) l'ouverture de l'économie sur l'économie mondiale. Les succès remportés par l'économie chinoise, en voie aujourd'hui d'être globalement la première du monde, même si elle ne l'est pas déjà en produit par tête, seraient dus à l'action combinée de ces quatre pôles et à l'attention permanente accordée par le PCC à l'amélioration de leur fonctionnement et de leurs interactions.

Dans les chapitres 2 et 3 (respectivement 47 et 48 pages), Cheng commence par distinguer trois grands corps théoriques. Le premier est celui de « l'économie de l'offre », le deuxième celui de « l'économie de la demande », le troisième, celui de la combinaison des deux. L'offre est le mode de fonctionnement capitaliste par excellence. Les « offreurs » créent la demande et la satisfont plus ou moins. On peut dire que les économies capitalistes ont subi le commandement

de plus en plus chaotique de l'offre jusqu'au milieu du <sup>xx</sup>e siècle. Après 1945, elles sont devenues une économie de la demande, sous la pression combinée et contradictoire des entreprises et des salariés. Depuis les années 1970, elles seraient redevenues une économie de l'offre, mondialisée, aujourd'hui en crise profonde et durable.

Les économies socialistes, au contraire, reposent sur une relation dialectique socialement réfléchie et conduite, entre économies de l'offre et de la demande. Alors que dans un régime capitaliste, la dialectique de ces deux pôles est celle de luttes permanentes et chaotiques entre les capitalistes et les salariés, il devient possible, dans une société socialiste, de prendre du recul et de la hauteur. La démocratie populaire et socialiste est la forme que la complexité de notre temps rend nécessaire.

Mais la principale idée présentée dans ces chapitres est celle de « nouvelle normalité ». Que signifie cette notion pour l'économie chinoise? En 2012, lorsque Hu Jintao termina son mandat, le monde venait de subir une très grave crise financière. Il n'en est d'ailleurs pas sorti. La Chine participa alors activement à la relance de l'économie mondiale en y injectant 595 milliards de dollars. Il apparut cependant que ce type d'intervention était impropre à résoudre la crise mondiale et ne faisait que l'encourager. Dans le contexte d'une crise qui s'annonçait profonde et durable, la Chine devait se protéger. C'est ainsi que se forgea l'idée d'une « nouvelle normalité économique chinoise », opérationnelle à partir de 2015. Le développement économique de la Chine avait été principalement quantitatif et très lié au marché mondial. Il lui fallait reposer désormais sur la qualité et sur le marché intérieur.

Le chapitre 4 (58 pages) est sans doute l'un des plus intéressants de ce livre. Il porte sur les inégalités entre classes, entre régions, entre villes et campagnes, entre secteurs industriels et de services. Comment réduire ces inégalités qui mettent en cause la cohérence de la société? Les dirigeants chinois avaient cru que le développement de la richesse, inauguré à l'époque de Deng Xiaoping, ruissellerait sur chaque membre de la population, ou sur chaque région, ou sur chaque secteur d'activité. Force est de constater que cela ne s'est pas produit. Cheng Enfu cite plusieurs études de chercheurs chinois sur ce sujet. La Chine de Mao était pauvre mais égalitaire. La Chine de la Réforme est devenue riche et inégalitaire. C'est l'un des mérites de la nouvelle équipe de dirigeants chinois que de s'être attaquée à ces deux grandes sources de l'inégalité sociale que sont « la corruption de masse » et « la pauvreté de masse ». Mais ce n'est qu'une partie du combat et ce n'en est que le début. On lira, certainement avec intérêt, les réflexions que Cheng Enfu avance pour le mener.

Les trois derniers chapitres (100 pages) portent respectivement sur le rôle de l'État dans les rapports marchands, sur l'ouverture de l'économie chinoise aux capitaux étrangers, sur les nouveaux rapports que la Chine préconise de faire

prévaloir dans les relations internationales. Au total cet ouvrage met à notre disposition une approche de la Chine contemporaine dont on peut espérer que son édition en langue française à venir (Le Temps des Cerises) permettra d'enrichir notre connaissance de la Chine et notre compréhension du socialisme.

Jean-Claude DELAUNAY

## HISTOIRE

**Gaard KETS et James MULDOON (dir.),**

*The German Revolution and Political Theory*, New York, Palgrave, 2019, 363 pages.

À l'occasion du centenaire de la révolution allemande (1918-1919), plusieurs ouvrages (notamment en anglais et en allemand) ont été publiés, permettant notamment de mieux connaître ce moment clef des premières décennies du <sup>xx</sup>e siècle qui eut une influence considérable sur les discussions politico-stratégiques ultérieures dans le marxisme. Le présent ouvrage collectif est d'un grand intérêt : il se concentre spécifiquement sur les aspects *théoriques* et idéologiques relatifs à la révolution allemande.

Certaines contributions sur la révolution à Berlin et Rosa Luxemburg relèvent plutôt de la synthèse, mais permettent de resituer utilement les grands débats autour de la révolution allemande, qui a fait l'objet depuis les années 1970 de nombreuses recherches et interprétations. On relèvera tout particulièrement l'intérêt des contributions dédiées à la démocratie parlementaire et aux conseils d'ouvriers et de soldats (les « soviets » allemands, *Räte*). Un chapitre revient dans le détail sur l'expérience de ces conseils à Brême, une des villes centrales de la révolution, suivant au jour le jour la constitution et l'action de ces conseils. Ces développements permettent de comprendre les diverses formes qu'ont prises au cours du processus révolutionnaire ces conseils, qui étaient tout à la fois des organes permettant à la population d'agir pour des besoins quotidiens et un levier – pendant une courte période – permettant de prétendre à la conquête du pouvoir politique et économique. Une telle présentation permet d'éviter les écueils habituels et de donner une vision fidèle de ce que furent concrètement ces « *Räte* » dans différents contextes. Il a en effet existé, dans les années 1960-1970, une lecture de ces conseils ouvriers ayant tendance à les idéaliser ; ils étaient alors décrits avant tout comme les instruments d'un pouvoir authentiquement populaire qui aurait été trahi par les appareils politiques et syndicaux. Plus récemment, l'historiographie dominante a eu tendance au contraire à réduire toute portée politique à ce *Rätebewegung*, décrit comme un mouvement de contestation donnant lieu à une mobilisation populaire avant tout préoccupée de problèmes matériels, sans réelle implication politique (c'est

par exemple la lecture qui ressort de la récente *The Oxford Handbook of the Weimar Republic*, publiée en 2020). Or si ces « soviets allemands » ne furent pas nécessairement des instruments de démocratie radicale et de délibération politique, ils ont bien été *davantage* que des formes classiques de mobilisation à la sortie de la guerre.

Parmi les contributions intéressantes on relèvera celles qui sont consacrées à Eduard Bernstein et Karl Kautsky. Ennemis du bolchevisme, ils demeurent à l'époque de la révolution fortement marqués par le marxisme, et entendent sauver celui-ci du soviétisme. Ils élaborent alors une position originale, peu retenue par la postérité (ni les sociaux-démocrates ni les communistes ne voulant d'une telle conception) consistant à promouvoir un nouveau républicanisme qui prendrait appui sur la démocratie parlementaire tout en faisant une place (notamment chez Kautsky) aux aspirations de contrôle issues des conseils ouvriers. Ces derniers sont en effet intégrés à l'appareil d'État dès 1919-1920, mais certains acteurs cherchent à faire vivre leur héritage en demandant l'élargissement de leurs prérogatives. En son temps, une telle lecture n'a reçu qu'un écho marginal, mais il est frappant de constater qu'en dépoussiérant quelques-uns de leurs textes de considérations fatalement datées, on peut y trouver une inspiration globale résonnant jusqu'à nos jours dans les démocraties occidentales. L'exigence du suffrage universel et d'un régime parlementaire ne peuvent suffire, il est nécessaire d'envisager des contre-pouvoirs relevant de la démocratie directe. Ce n'est pas la moindre qualité de cet ouvrage que – tout en proposant des contributions très riches sur le contexte politico-théorique de l'époque – de donner à penser et de nous aider à envisager la démocratie au-delà de la seule séquence 1918-1919.

Notons également l'intérêt d'autres chapitres, comme celui dédié à l'extrême-droite nationaliste et la façon dont celle-ci a largement élaboré son corpus théorique dès les années 1918-1919. Est bien montré ici comment cette droite s'est construite dès le départ comme une idéologie en réaction bien sûr à la défaite militaire, mais aussi et d'une certaine manière *avant tout* au marxisme et au mouvement ouvrier. L'ensemble de l'ouvrage permet de sortir d'une lecture trop déterministe, ayant uniquement en perspective la tragédie de 1933 ; à la lecture des multiples textes publiés en 1918-1919 par différents acteurs, on mesure à quel point il existait des alternatives au nationalisme. L'échec final et tragique des mouvements ouvriers ne doit pas faire disparaître de l'histoire ces multiples théorisations et expériences, dont certaines peuvent encore donner du grain à moudre pour la réflexion stratégique au XXI<sup>e</sup> siècle.

Jean-Numa DUCANGE

Florian MAZEL,

*Nouvelle histoire du Moyen Âge*, Paris, Seuil, 2021, 1043 pages.

L'œuvre magistrale dirigée par Florian Mazel, *Nouvelle histoire du Moyen Âge*, ne comporte aucune référence au marxisme. Il se pourrait pourtant qu'elle constitue pour lui un lieu de profond renouvellement. Y contribue une nouvelle génération d'historiens, qui s'appuient sur un nouvel ensemble de ressources, notamment archéologiques et paléographiques. Elle s'écarte d'une ligne traditionnelle inspirée de Georges Duby et Jacques Le Goff qui situait l'essor médiéval autour de l'an 1000 dans le contexte du pouvoir seigneurial. La vraie rupture, en réalité, interviendrait vers la fin du XI<sup>e</sup> siècle et au XII<sup>e</sup>, avec la Réforme grégorienne. À ce moment commence à s'affirmer, dans une Europe latine où jusqu'alors les institutions religieuses étaient soumises aux rois, aux princes et aux seigneurs, un pouvoir antagonique, celui de l'Église ; une hégémonie non de la « religion », mais d'un réseau culturel, politique et économique, strictement hiérarchisé et territorialisé. Celui-ci émerge à travers une série de coups de force de la papauté, mais s'impose peu à peu, répondant aux attentes d'une société qui cherche à se libérer d'une ancienne domination. Une vraie « révolution » – le mot est lâché, p. 293 et *passim* – antiseigneuriale. N'étant pas historien, je m'abstiendrai de juger de la pertinence historique de l'ouvrage. Je m'en tiendrai à l'analyse de la thèse avancée.

Il ne s'agit pas seulement d'un affrontement entre le pape et l'empereur, mais d'un « fait social total », affectant « l'ensemble du corps social jusqu'aux masses paysannes », qui génère un « nouvel ordonnancement du monde » (p. 293). « L'ensemble de l'aristocratie est visé » (p. 299). La réforme « sapait les fondements traditionnels des dominations royale princière et seigneuriale » (p. 300). Les évêques seront nommés par le pape, et les curés avec l'accord de l'évêque. Et le pape, devenu « vicaire de Dieu », ne sera plus intronisé par des potentats laïques, mais élu par un collège de cardinaux, ses égaux. Le pouvoir ecclésial enjoint aux pouvoirs laïques de restituer les églises et les droits à la collecte de la dîme, qui finance son administration. Il s'en assure, du reste, en « consacrant » les lieux de culte et cimetières. Il soustrait les grandes abbayes, grandes puissances, au pouvoir laïque et crée des congrégations (dominicains et franciscains), des ordres religieux et militaires, exclusivement soumis au pape. Il détermine qui a le droit d'administrer les sacrements, actes sociaux essentiels qui structurent la communauté.

L'Église ne se contente pas de se « libérer ». Elle prétend au « *dominium* » universel absolu, à la « plénitude du pouvoir », prérogative du souverain, qu'elle exerce à travers un « maillage » hiérarchisé du territoire, les paroisses devenant les repères spatiaux et fiscaux essentiels, les paroissiens étant rassemblés en communautés d'habitants » d'un lieu, schématiquement borné, les nobles eux-mêmes voyant leur nom affecté d'un « de ». Elle *inclut* chaque fidèle dans une paroisse, chaque

paroisse dans un diocèse, etc. Elle *exclut* quiconque enfreint ses règles ou refuse sa médiation. Elle fait grand usage de l'excommunication, arme suprême, à l'encontre des évêques, princes et empereurs qui lui résistent. Elle affirme son autorité en bannissant la guerre durant la moitié de l'année par la « trêve de Dieu ».

À la seigneurie « domaniale » du premier Moyen Âge succède ainsi une seigneurie « territoriale », dont les prérogatives reculent à mesure qu'elle s'inscrit dans le « filet » de la cartographie ecclésiale, d'autant que le nouvel ordre renforce le poids des « élites paysannes engagées dans la négociation ».

Faisant du mariage un « sacrement », fondé sur le seul libre engagement des deux partenaires, mais sous son contrôle (Concile du Latran IV, 1215), elle « mine les logiques de reproduction sociale au fondement de la domination aristocratique » (p. 311), et patriarcale. Elle identifie de nouveaux fléaux sociaux : la « simonie », corruption des clercs par les laïcs, le « nicolaïsme », infraction au célibat imposé aux prêtres. Elle se donne, dans l'Inquisition, le moyen d'assurer en dernière instance l'ordre moral et culturel qui est le sien. En même temps, dans un contexte où les règles des marchés et des corporations expriment une lutte entre les seigneurs et le *popolo*, elle se place du côté du mouvement communal, antiféodal, doté de formes de gouvernement électives dont les nouvelles communautés religieuses donnent l'exemple.

Foucault, on le sait, avait soumis le marxisme à un nouveau questionnement en appelant à discerner dans l'ordre social moderne, à côté du *pouvoir-capital*, qui est d'embaucher, de licencier, d'accumuler une plus-value, etc. sur un marché, un *autre pouvoir*, désigné comme le « savoir-pouvoir », qui est un *pouvoir-savoir*, ou plutôt un *pouvoir-compétence*, qui a en effet compétence dans l'organisation sociale pour définir des qualifications et des fonctions hiérarchisées entre elles, circonscrire les lieux et les temps, fixer des limites, des itinéraires et trajectoires, élaborer des épreuves et des étapes, distinguer le normal et l'anormal, le permis et l'interdit, conférer des titres et infliger des sanctions, etc., et finalement inclure et exclure. C'est bien cette démarche que reprend Mazel, sans le dire et en la poussant beaucoup plus loin, réécrivant selon une grammaire strictement foucauldienne la genèse de cette proto-modernité européenne. Là où le récit commun du marxisme, qui pouvait mobiliser Duby et Le Goff, considérait la séquence des étapes conduisant d'un essor commercial, marqué par le capital bancaire et le capital marchand, jusqu'au capitalisme industriel, Mazel fait apparaître sur quel terrain, homogénéisé, hiérarchisé et centralisé par un pouvoir-compétence, advient cette émergence. Il invite donc à comprendre comme tout aussi originaire et essentiel cet autre volet de la rationalité-domination sociale moderne, à s'interroger sur la relation structurelle, d'affinité et de tension, entre ces deux pôles, et à reprendre en ce sens l'étude de l'histoire moderne européenne. Et au-delà.

Jacques BIDET



Christophe DARMANGEAT,

*Justice et guerre en Australie aborigène*, Toulouse, Smolny, 350 pages.

La France a connu une brillante recherche marxiste en anthropologie incarnée par les noms d'Emmanuel Terray, de Maurice Godelier ou Claude Meillassoux dont les ouvrages ont fait date. Mais aujourd'hui, ce sont plutôt les ouvrages d'anthropologues se revendiquant de l'anarchisme qui font florès, qu'il s'agisse de ceux de David Graeber ou de James Scott, auteurs prolixes et aux thèses souvent séduisantes. Ces dernières, qui prétendent révolutionner notre regard sur la naissance de la dette ou de l'État, sont caractérisées par un certain « primitivisme romantique » et la fâcheuse tendance à s'essayer à des interprétations audacieuses mais souvent bien aventureuses, surtout quand elles prétendent faire parler des sociétés n'ayant laissé aucune trace écrite ni témoignages directs.

C'est une route bien différente que s'est choisie Christophe Darmangeat depuis son premier ouvrage (*Le communisme primitif n'est plus ce qu'il n'était. Aux origines de l'oppression des femmes*, 2012). Tout d'abord car il œuvre dans le sillage d'un marxisme que l'on peut qualifier de « classique », même si sa recherche est par ailleurs aussi influencée par l'œuvre aussi inclassable qu'importante d'Alain Testart. Mais aussi car il s'astreint à une grande prudence dans ses conclusions : dans l'étude des sociétés primitives de tradition orale, et notamment des chasseurs-cueilleurs, il faut faire preuve d'un peu de modestie, quitte à décevoir parfois le lecteur trop avide de neuf.

Dans *Justice et guerre en Australie aborigène*, il se penche cette fois sur la question de la place de la violence et de la guerre dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs. Ce choix semble d'autant plus pertinent qu'on voit fleurir récemment l'idée d'une forme de « pacifisme primitif » au paléolithique, idée défendue notamment par la paléontologue Marylène Patou-Mathis. Or, les structures sociales des Aborigènes d'Australie sont extrêmement proches de celles des premiers chasseurs-cueilleurs : jusqu'à la colonisation européenne, les Aborigènes ne connaissaient ni la différenciation sociale, ni la propriété privée ni aucune forme de hiérarchie politique significative. Il s'agit bien de sociétés sans classe ni État, principalement nomades. Par ailleurs, leurs sociétés sont extrêmement documentées et de nombreux témoignages écrits subsistent alors que la colonisation n'avait pas encore commencé à déstructurer ces sociétés. Il s'agit donc d'un objet d'étude idéal pour déterminer le rôle et la violence dans les sociétés sans classe.

Par une analyse très serrée et critique de cette vaste documentation, analyse impliquant une prise en compte des biais éventuels des témoins, Christophe Darmangeat démontre la présence non seulement de la violence mais aussi même de la guerre dans l'Australie aborigène. Rigoureux sur les définitions que les aborigènes donnent aux différentes pratiques violentes, il distingue la violence individuelle de la violence collective. Et au sein de cette dernière, il

différencie la violence régulée de la violence non régulée qui correspond à une situation de guerre, qui donnait lieu parfois à des massacres de masses voire même à des quasi-extinctions de certains groupes aborigènes. Tout une palette d'expression de la violence s'exprime ainsi : de la rixe à la vendetta (communément pratiquée) ; du combat régulé (à l'issue duquel on s'arrête au premier sang) à la vraie guerre. Cette dernière impliquait les guerriers hommes des tribus mais aussi les femmes, même si elles ne combattaient manifestement qu'entre elles et plus rarement. La description de l'armement offensif (lance, boomerang, proto-hache) ou défensif (bouclier) ainsi que le récit de très nombreuses confrontations est une description toujours évocatrice et jamais rébarbative, contrairement d'ailleurs aux craintes de l'auteur.

L'existence d'une violence guerrière avérée, il reste à en expliquer les causes, qui excluent d'emblée la soif de richesse car, en Australie, on n'y accumule rien. Les aborigènes interrogés par leurs contemporains européens ont laissé de nombreux témoignages qui relativisent l'importance de la conquête territoriale : la terre et sa protection sont très rarement aux sources d'un affrontement guerrier. De même le rapt de femmes n'est pas un motif de déclenchement des hostilités, mais plutôt une conséquence induite de ces dernières. L'auteur se montre très convaincant lorsqu'il définit la cause majoritaire : la guerre est « vindicatoire ». Elle se déploie lorsque les voies traditionnelles de régulation et de modération pour obtenir justice ont échoué, ou que les rapports existants entre les clans et tribus concernés sont trop mauvais pour permettre une médiation judiciaire. Si les griefs touchent parfois aux femmes enlevées, ils relèvent généralement de l'accusation d'homicide par la sorcellerie. Les sociétés aborigènes ayant du mal à envisager les mécanismes de la mort naturelle, le décès ne peut s'expliquer que par un ensorcellement dont le coupable doit être châtié. On conçoit ainsi très bien la fréquence de telles situations.

Les conclusions du livre de Christophe Darmangeat nous permettent donc bien de distinguer en quoi la justice apparaît presque comme un « invariant » des sociétés humaines, alors que pourtant les conditions de l'injustice économique, sociale ou politique n'ont même pas encore émergé. Elles fournissent aussi très bien matière à réflexion sur le jaillissement de la violence physique dans les sociétés de chasseurs cueilleurs, des sociétés qui – rappelons-le – ont été majoritaires dans l'histoire de notre espèce.

Baptiste EYCHART